

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

SÉRIE A/B

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

FASCICULE N° 67

AFFAIRE LOSINGER & C^{ie}, S. A.

(EXCEPTION PRÉLIMINAIRE)

ORDONNANCE DU 27 JUIN 1936

1936

ORDER OF JUNE 27th, 1936

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

SERIES A./B.

JUDGMENTS, ORDERS AND ADVISORY OPINIONS

FASCICULE No. 67

THE LOSINGER & Co. CASE

(PRELIMINARY OBJECTION)

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
A. W. SIJTHOFF

LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S
PUBLISHING COMPANY

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1936.
Le 27 juin.
Rôle général
nos 64 et 67.

ORDONNANCE RENDUE LE 27 JUIN 1936

ANNÉE JUDICIAIRE 1936

AFFAIRE LOSINGER & C^{ie}, S. A.
(EXCEPTION PRÉLIMINAIRE)

Présents : Sir CECIL HURST, *Président* ; M. GUERRERO, *Vice-Président* ; le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, M. NAGAOKA, *juges* ; MM. HUBER et ZORIČIĆ, *juges ad hoc*.

La Cour permanente de Justice internationale,
ainsi composée,
après délibéré en Chambre du Conseil,
vu les articles 40 et 48 du Statut,
vu l'article 62 du Règlement,

Rend l'ordonnance suivante :

EN CE QUI CONCERNE L'ÉTAT DE LA PROCÉDURE :

Considérant que, par une requête déposée et enregistrée au Greffe de la Cour le 23 novembre 1935, la Confédération suisse a introduit devant la Cour permanente de Justice internationale une instance contre le Royaume de Yougoslavie, demandant à la Cour de déclarer que le Gouvernement yougoslave ne peut pas, sur la base d'un acte législatif postérieur en date à un contrat conclu entre lui et la Société anonyme suisse Losinger & C^{ie}, se libérer de l'effet d'une clause compromissoire stipulée dans ce contrat ;

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

ORDER MADE ON JUNE 27th, 1936.

1936.
June 27th.
General List:
Nos. 64 and 67.

JUDICIAL YEAR 1936.

[*Translation.*]THE LOSINGER & Co CASE
(PRELIMINARY OBJECTION)

Present : Sir CECIL HURST, *President* ; M. GUERRERO, *Vice-President* ; Count ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, M. NAGAOKA, *Judges* ; MM. HUBER and ZORIČIĆ, *Judges ad hoc*.

The Permanent Court of International Justice,

composed as above,
after deliberation,

having regard to Articles 40 and 48 of the Statute,
having regard to Article 62 of the Rules of Court,

Makes the following Order :

AS REGARDS THE POSITION OF THE PROCEEDINGS :

Whereas the Swiss Confederation, by means of an Application filed and registered in the Registry of the Court on November 23rd, 1935, instituted proceedings before the Permanent Court of International Justice against the Kingdom of Yugoslavia, asking the Court for judgment to the effect that the Yugoslav Government cannot claim release from the terms of an arbitration clause in a contract concluded between it and the Swiss *Société anonyme Losinger & Cie*, by adducing legislation subsequent in date to that contract ;

Considérant que la requête fut introduite conformément à l'article 40 du Statut de la Cour et à l'article 35 du Règlement qui était en vigueur avant le 11 mars 1936 ;

Considérant que, dans sa requête, le Gouvernement fédéral a invoqué les déclarations d'acceptation par la Suisse et par la Yougoslavie de la disposition facultative de l'article 36, alinéa 2, du Statut ; que la Suisse, à la date du 1^{er} mars 1926, a renouvelé, avec effet pour dix ans à partir du 24 juillet 1926, la déclaration d'acceptation qu'elle avait faite dès 1921 ; que la Yougoslavie avait accepté la juridiction obligatoire de la Cour, par déclaration du 16 mai 1930, entrée en vigueur le 24 novembre de la même année, et valable pour cinq ans ; qu'il n'y a pas désaccord entre les Parties à cet égard ;

Considérant que les déclarations d'acceptation en vigueur au moment de la présentation de la requête étaient libellées ainsi qu'il suit :

Déclaration suisse :

« Au nom de la Confédération suisse et sous réserve de ratification, le soussigné déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou État acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement, pour une nouvelle période de dix années, à dater du dépôt de l'instrument de ratification. »

Déclaration yougoslave :

« Au nom du Royaume de Yougoslavie et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou État dont le gouvernement est reconnu par le Royaume de Yougoslavie, et acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, conformément à l'article 36 de son Statut, pour une durée de cinq années à dater du dépôt de l'instrument de ratification, sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration, sauf les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Royaume de Yougoslavie et sauf les cas où les parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique » ;

Considérant que, dans sa requête, la Confédération suisse se réservait de présenter dans son Mémoire les conclusions prévues à l'article 40 du Règlement en vigueur à l'époque ;

Considérant que la requête fut notifiée au Gouvernement yougoslave dès le 23 novembre 1935 ;

Whereas the Application was submitted in accordance with Article 40 of the Statute of the Court and with Article 35 of the Rules in force prior to March 11th, 1936 ;

Whereas the Federal Government, in its Application, relies upon the declarations made by Switzerland and Yugoslavia accepting the Optional Clause in Article 36, paragraph 2, of the Statute ; whereas Switzerland, on March 1st, 1926, renewed for ten years as from July 24th, 1926, the declaration of acceptance which she had made in 1921 ; whereas Yugoslavia accepted the compulsory jurisdiction of the Court by a declaration made on May 16th, 1930, which came into force on November 24th of that year, for a period of five years ; and whereas this point is not in dispute between the Parties ;

Whereas the declarations of acceptance in force at the time of the submission of the Application were worded as follows :

The Swiss declaration :

“On behalf of the Swiss Confederation and subject to ratification, the undersigned recognizes, in relation to any other Member of the League of Nations or State accepting the same obligation, that is to say, on the sole condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto* and without special convention, for a period of ten years to be reckoned as from the deposit of the instrument of ratification.”

The Yugoslav declaration :

“On behalf of the Kingdom of Yugoslavia and subject to ratification, I recognize, as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other Member of the League of Nations or State the government of which is recognized by the Kingdom of Yugoslavia, and accepting the same obligation, that is to say, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice in conformity with Article 36 of its Statute, for a period of five years from the date of the deposit of the instrument of ratification, in any disputes arising after the ratification of the present declaration, except disputes with regard to questions which by international law fall exclusively within the jurisdiction of the Kingdom of Yugoslavia, and except in cases where the parties have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement” ;

Whereas in its Application the Swiss Confederation stated that it would present in its Memorial the submissions required under Article 40 of the Rules in force when the Application was filed ;

Whereas the Application was notified to the Yugoslav Government on November 23rd, 1935 ;

Considérant que, la Cour ne comptant sur le siège aucun juge de la nationalité des Parties, les Gouvernements suisse et yougoslave se sont prévalus de leur droit de nommer chacun un juge conformément aux dispositions de l'article 31 du Statut ;

Considérant que, par ordonnance du 11 décembre 1935, le Président de la Cour — celle-ci ne siégeant pas — a fixé les délais pour la présentation du Mémoire de la Confédération suisse et du Contre-Mémoire du Gouvernement yougoslave sur le fond ; que le Mémoire fut présenté dans le délai ainsi fixé ; que le Gouvernement yougoslave, après avoir obtenu deux prolongations du délai primitivement prévu pour le dépôt du Contre-Mémoire, fit déposer, dans le délai fixé en dernier lieu, une pièce intitulée « Acte introductif de l'exception du Gouvernement royal de Yougoslavie présenté à la Cour permanente de Justice internationale dans l'affaire de l'inobservation de la clause compromissoire stipulée dans un contrat entre le Gouvernement yougoslave et la maison Losinger & C^{ie}, portée devant la Cour par la requête du Conseil fédéral suisse » ;

Considérant qu'au moment de la présentation de cette pièce, le Règlement du 11 mars 1936 était entré en vigueur ; que la présentation de l'exception entraîna la suspension de la procédure sur le fond de l'affaire ; que le Président de la Cour — celle-ci ne siégeant pas — fixa, en conséquence, conformément à l'article 62 dudit Règlement, le délai dans lequel la Confédération suisse pouvait présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur l'exception ; que le Gouvernement de la Confédération suisse a déposé dans le délai ainsi fixé ses observations et conclusions écrites ;

Considérant qu'au cours des audiences publiques tenues les 4, 5, 8 et 9 juin 1936, la Cour a entendu en leurs plaidoiries, réplique et duplique sur l'exception du Gouvernement yougoslave, pour la Yougoslavie, M. Stoykovitch, agent du Gouvernement yougoslave, et, pour la Suisse, M. Sauser-Hall, agent du Gouvernement de la Confédération ;

Considérant que, dans son Mémoire, le Gouvernement suisse a conclu à ce qu'il plaise à la Cour :

« I. De déclarer que le Gouvernement du Royaume de Yougoslavie ne peut pas, sur la base de la loi yougoslave du 19 juillet 1934 sur la direction du Contentieux d'État, entrée en vigueur le 19 octobre 1934, se libérer de l'observation d'une clause compromissoire contenue dans un contrat conclu, antérieurement à cet acte législatif, avec la maison Losinger & C^{ie}, S. A., à Berne ;

II. De déclarer que le déclinatoire soulevé par le Gouvernement du Royaume de Yougoslavie sur la base de ladite

Whereas the Court includes on the Bench no judge of the nationality of the Parties, the Swiss and Yugoslav Governments have each availed themselves of their right under Article 31 of the Statute to nominate a judge ;

Whereas, by an Order made on December 11th, 1935, the President of the Court, as the Court was not sitting, fixed the time-limits for the presentation of the Memorial of the Swiss Confederation and of the Counter-Memorial of the Yugoslav Government on the merits ; whereas the Memorial was filed within the time-limit thus fixed ; whereas the Yugoslav Government, after obtaining two extensions of the time-limit originally fixed for the filing of the Counter-Memorial, filed, within the time-limit as finally fixed, a document entitled "Document submitting to the Permanent Court of International Justice the objection lodged by the Royal Yugoslav Government in the case concerning the non-observance of the arbitration clause contained in a contract between the Yugoslav Government and the firm of Losinger & Co., brought before the Court by the Application of the Swiss Federal Council" ;

Whereas, when this document was filed, the Rules of March 11th, 1936, had come into force ; whereas the lodging of the objection involved the suspension of the proceedings on the merits of the case ; whereas, accordingly, the President of the Court, as the Court was not sitting, fixed, under Article 62 of these Rules, the time-limit within which the Swiss Confederation might present a written statement of its observations and submissions in regard to the objection ; and whereas the Government of the Swiss Confederation duly filed its written observations and submissions within the time thus fixed ;

Whereas at public hearings held on June 4th, 5th, 8th and 9th, 1936, the Court heard the statements, reply and rejoinder upon the objection of the Yugoslav Government of M. Stoykovitch, Agent for the Yugoslav Government, on behalf of Yugoslavia, and of M. Sausser-Hall, Agent for the Government of the Swiss Confederation, on behalf of Switzerland ;

Whereas in its Memorial the Swiss Government prays the Court :

"I. To declare that the Government of the Kingdom of Yugoslavia cannot, founding itself on the Yugoslav law of July 19th, 1934, concerning the conduct of State litigation, which came into force on October 19th, 1934, release itself from the observance of an arbitration clause in a contract concluded prior to this legislative measure with the firm of Losinger & Co., S. A., of Berne ;

II. To declare that the denial of jurisdiction lodged by the Government of the Kingdom of Yugoslavia, at the hearing

loi, à l'audience du 7 octobre 1935, devant le surarbitre dans l'instance arbitrale pendante entre l'État yougoslave et la maison Losinger & C^{ie}, S. A., est contraire aux règles du droit des gens » ;

Considérant que l'acte introduisant l'exception préliminaire du Gouvernement yougoslave a conclu à ce qu'il plaise à la Cour :

« 1) de se déclarer incompétente de juger le litige soumis par le Conseil fédéral suisse en vertu de l'article 36 du Statut de la Cour ;

2) subsidiairement, de déclarer la requête du Conseil fédéral suisse irrecevable en raison de non-épuisement des voies de recours mises à la disposition de la maison Losinger & C^{ie} par le droit interne yougoslave » ;

Considérant qu'à ces conclusions la Confédération suisse, en ce qui la concerne, a conclu, dans ses Observations écrites, à ce qu'il plaise à la Cour :

« I. A la forme,

de déclarer non valable, pour cause de dépôt non conforme aux dispositions du Règlement de la Cour, l'Acte introductif de l'exception du Gouvernement royal de Yougoslavie du 27 mars 1936.

II. Au fond,

de déclarer mal fondée l'exception préliminaire soulevée par ledit Gouvernement royal ;

en conséquence,

1° se déclarer compétente pour juger le litige qui lui a été soumis par requête du Conseil fédéral suisse du 23 novembre 1935 ;

2° écarter la conclusion subsidiaire de la Partie défenderesse en irrecevabilité de la requête suisse pour cause de non-épuisement des instances judiciaires internes en Yougoslavie ;

3° fixer de nouveaux délais pour la suite de la procédure » ;

Considérant qu'à l'issue de sa plaidoirie orale sur l'exception présentée par son Gouvernement, l'agent du Gouvernement yougoslave a formulé à nouveau ses conclusions ainsi qu'il suit :

« Plaise à la Cour :

1° Déclarer que l'invalidité en la forme de l'exception préliminaire de l'Acte introductif d'instance du Gouvernement yougoslave, soulevée par le Gouvernement suisse, est mal fondée ;

2° Se déclarer incompétente à statuer en vertu de l'article 36, alinéa 2, *litt. b* et *c*, de son Statut, sur la requête du Gouvernement suisse ;

3° Subsidiairement, déclarer la requête du Gouvernement suisse irrecevable à cause de l'inobservation de la règle de

on October 7th, 1935, and founded on this law, before the umpire in the arbitration proceedings pending between the State of Yugoslavia and the firm of Losinger & Co., S. A., is contrary to the principles of the law of nations”;

Whereas the document submitting the Yugoslav Government's preliminary objection prays the Court :

“(1) to declare that it has no jurisdiction to adjudicate upon the dispute submitted by the Swiss Federal Council under Article 36 of the Court's Statute ;

(2) alternatively, to declare that the application of the Swiss Federal Council cannot be entertained because the means of obtaining redress placed at the disposal of the firm of Losinger & Co. by Yugoslav municipal law have not been exhausted”;

Whereas the Swiss Confederation for its part, in its written Observations, prays the Court :

“I. As to form,

to declare the document submitting the objection of the Royal Yugoslav Government dated March 27th, 1936, invalid, because it was not filed in conformity with the terms of the Rules of Court.

II. As to substance,

to declare the preliminary objection lodged by the said Royal Government ill-founded ;
and accordingly,

(1) to declare that it has jurisdiction to adjudicate upon the dispute submitted to it by the Application of the Swiss Federal Council of November 23rd, 1935 ;

(2) to reject the alternative submission presented by the respondent Party to the effect that the application cannot be entertained because the means of obtaining redress afforded by the Yugoslav municipal courts have not been exhausted ;

(3) to fix fresh time-limits for the further proceedings”;

Whereas at the conclusion of his oral statement in regard to the objection lodged by his Government, the Agent for the Yugoslav Government restated his submissions in the following terms :

“May it please the Court :

(1) To declare ill-founded the Swiss Government's contention that the document submitting the Yugoslav Government's objection is invalid for reasons of form ;

(2) To declare that it has no jurisdiction to adjudicate upon the Swiss Government's application under Article 36, paragraph 2, (b) and (c); of the Statute ;

(3) Alternatively, to declare that the Swiss Government's application cannot be entertained because the rule as to the

l'épuisement préalable des recours de droit interne yougoslave par la maison Losinger & C^{ie} » ;

Considérant que l'agent de la Confédération suisse s'est borné, dans sa plaidoirie sur ladite exception, à prier la Cour d'adopter les conclusions déjà formulées dans les Observations écrites du Gouvernement suisse ;

Considérant qu'en cet état il appartient à la Cour, aux termes de l'article 62, alinéa 5, de son Règlement actuellement en vigueur, soit de statuer sur l'exception, soit de la joindre au fond ;

EN CE QUI CONCERNE LES FAITS DE LA CAUSE :

Considérant que les faits de la cause, dans la mesure où ils ont de la pertinence au point de vue de la présente ordonnance, peuvent être résumés comme il suit :

Le 2 mars 1929 fut conclu entre une société enregistrée dans l'État de Delaware aux États-Unis d'Amérique, appelée *Orient-construct, American Oriental Construction Syndicate*, d'une part, et l'Administration autonome du District de Pozarevac (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), d'autre part, un contrat visant la construction, y compris le financement de celle-ci, de certaines lignes de chemins de fer dans le district et pour lesquelles le District avait obtenu une concession du Gouvernement.

Le contrat, qui fut approuvé par le ministère des Finances de Yougoslavie, contenait une clause compromissaire ainsi conçue :

« *Article XVI. — Litiges.* — Toutes contestations et différends qui pourraient naître entre les Parties contractantes, du fait de l'exécution et de l'interprétation des clauses et des conditions de la présente convention, seront tranchés par la voie d'arbitrage obligatoire, si une entente à l'amiable ne peut pas être obtenue entre les Parties contractantes. Chaque Partie désignera dans les trente jours dès l'invitation d'une des Parties contractantes un arbitre pour régler ensemble les différends. En cas de désaccords entre ces deux arbitres, ou si une des Parties s'abstient de désigner un arbitre dans le délai prévu, le litige sera porté devant le président du Tribunal fédéral de Suisse ou devant la personnalité neutre que celui-ci désignera et qui statuera seul, en qualité de surarbitre, sur le litige. Il en sera de même si les arbitres n'ont pas rendu la sentence finale dans les six mois à compter du jour où le dernier d'entre eux a été nommé ou dans un délai prolongé fixé par eux de commun accord. La sentence des arbitres et du surarbitre sera prononcée en Yougoslavie. Il n'y aura pas de recours contre cette décision. »

previous exhaustion of the remedies provided by Yugoslav municipal law has not been observed by the firm Losinger & Co.”;

Whereas the Agent for the Swiss Confederation limited himself, in his oral statement upon the said objection, to asking the Court to give judgment in favour of the submissions already presented in the written Observations of the Swiss Government;

Whereas in these circumstances it is incumbent on the Court, under Article 62, paragraph 5, of the Rules now in force, either to give its decision on the objection or join the objection to the merits;

AS REGARDS THE FACTS OF THE CASE :

Whereas the facts of the case, in so far as they are relevant from the point of view of this Order, may be summarized as follows :

On March 2nd, 1929, a Company registered in the State of Delaware in the United States of America, known as the “Orientconstruct, American Oriental Construction Syndicate”, of the one part, and the Autonomous Administration of the District of Pozarevac (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), of the other part, entered into a contract for the construction of certain railway lines in the district, for which the District had secured a concession from the Government, and for the financing of such construction.

The contract, which was approved by the Yugoslav Ministry of Finance, contained the following arbitration clause :

“*Article XVI.—Disputes.*—Any differences of opinion or disputes which may arise between the contracting Parties in connection with the carrying out or interpretation of the clauses and conditions of this contract shall be settled by compulsory arbitration, if a friendly settlement cannot be reached by the contracting Parties. Within thirty days of a demand made by either of the contracting Parties, each Party shall appoint an arbitrator for the joint settlement of the disputes. If these two arbitrators fail to agree, or if one of the Parties fails to appoint an arbitrator within the time specified, the case shall be referred either to the President of the Swiss Federal Court or to a neutral person who shall be appointed by the latter and who shall in the capacity of umpire give his decision alone upon the dispute. The same shall apply if the arbitrators have not made a final award within six months, reckoned from the date on which the last of them was appointed or within an extended period fixed by mutual agreement between them. The award of the arbitrators or of the umpire shall be rendered in Yugoslavia. There shall be no appeal from this decision.”

Ultérieurement, la maison Losinger & C^{ie}, S. A., à Berne, fut subrogée, conformément à une autre clause du contrat et d'accord avec le ministère des Finances et le président du Conseil des Ministres de Yougoslavie, à l'Orientconstruct comme Partie contractante, le Gouvernement royal de Yougoslavie se substituant à l'Administration autonome du District de Pozarevac. Toutefois, la subrogation de la maison Losinger & C^{ie} à l'Orientconstruct ne visait que les parties du contrat du 2 mars 1929 qui avaient trait à la construction même des lignes de chemins de fer, la question du financement étant réglée à nouveau par un accord direct entre le ministre des Finances de Yougoslavie et la Banque Kompass à Vienne, accord intervenu sur la base d'un accord conclu entre la maison Losinger & C^{ie} et la banque.

L'ensemble des accords portant novation du contrat du 2 mars 1929 fut autorisé par une loi yougoslave datée du 19 juin 1931 et entrée en vigueur le 26 juin 1931.

Le contrat de 1929 avait, déjà avant la novation, reçu un commencement d'exécution. Plus tard, il était, pendant environ deux ans, mis à exécution par les Parties contractantes. Lorsque, en 1933, des difficultés surgirent, une première application de la clause compromissoire du contrat de 1929 fut faite sur l'initiative de la maison Losinger & C^{ie}, S. A., et de la Banque Kompass. Les deux arbitres désignés par les Parties au litige, n'ayant pu se mettre d'accord sur la solution à donner à celui-ci, constatèrent leur désaccord et déclarèrent leur mission terminée. Conformément à la clause compromissoire, le président du Tribunal fédéral suisse, qui, à cette époque, était M. Henri Thélin, fut alors prié d'accepter les fonctions de surarbitre; celui-ci fit droit à cette demande et, à la date du 31 octobre 1934, rendit sa sentence.

Entre temps, le Gouvernement royal de Yougoslavie avait, le 30 juillet 1934, résilié le contrat passé avec la maison Losinger & C^{ie}, S. A., et le 19 octobre 1934 était entrée en vigueur une loi, datée du 19 juillet 1934, sur la direction du Contentieux de l'État de Yougoslavie; l'article 24 de cette loi est ainsi conçu :

« Article 24. — Les procès contre l'État ne peuvent être intentés que devant les tribunaux réguliers d'État. »

En novembre 1934, la maison Losinger & C^{ie}, S. A., eut de nouveau recours à la procédure arbitrale stipulée dans son accord avec l'État yougoslave. Ce dernier n'ayant pas désigné son arbitre dans le délai prévu par la clause compromissoire, la maison suisse saisit encore une fois le président du Tribunal fédéral suisse en sa qualité de surarbitre. M. Thélin ayant

Subsequently, the firm of Losinger & Co., S. A., of Berne, under another clause of the contract and in agreement with the Ministry of Finance and the President of the Yugoslav Council of Ministers, was substituted for the Orientconstruct as a Party to the contract, while the Royal Yugoslav Government took the place of the Autonomous Administration of the District of Pozarevac. Nevertheless, the substitution of Losinger & Co. for the Orientconstruct was only in respect of such parts of the contract of March 2nd, 1929, as concerned the actual construction of the railway lines, the question of financing forming the subject of a fresh arrangement by means of a direct agreement between the Yugoslav Minister of Finance and the Kompass Bank of Vienna, this agreement being concluded on the basis of an agreement made between Losinger & Co. and the Bank.

The various agreements effecting the substitution of new Parties to the contract of March 2nd, 1929, were authorized by a Yugoslav law of June 19th, 1931, which came into force on June 26th, 1931.

A beginning had already been made with the execution of the 1929 contract before the substitution took place. Subsequently, the carrying out of the contract was proceeded with for about two years by the contracting Parties. In 1933, when difficulties arose, a first recourse was had to the arbitration clause of the 1929 contract at the instance of Losinger & Co., S. A., and of the Kompass Bank. The two arbitrators appointed by the Parties to the dispute were unable to agree upon a settlement and after recording their disagreement declared their mission at an end. In accordance with the arbitration clause, the President of the Swiss Federal Court, who at that time was M. Henri Thélin, was then asked to undertake the duties of umpire; he agreed to do so, and on October 31st, 1934, gave his award.

In the meantime, on July 30th, 1934, the Royal Yugoslav Government had cancelled the contract with Losinger & Co., S. A., and on October 19th, 1934, a law dated July 19th, 1934, came into force concerning the conduct of State litigation in Yugoslavia; Article 24 of this law was as follows:

“Article 24.—Actions against the State may only be brought before the ordinary courts of the State.”

In November 1934, Losinger & Co., S. A., once more resorted to arbitration as provided for in the agreement with the State of Yugoslavia. As the latter did not appoint its arbitrator within the time-limit laid down in the arbitration clause, the Swiss firm again submitted the case to the President of the Swiss Federal Tribunal in the capacity of umpire. M. Thélin

entre temps cessé d'être président du Tribunal fédéral suisse, son successeur l'a désigné « comme surarbitre en (votre) qualité de « personnalité neutre » » au sens de la clause compromissoire. La procédure s'engagea, mais les « représentants du Royaume de Yougoslavie » déposèrent avant l'ouverture des plaidoiries, à l'audience du 7 octobre 1935, trois requêtes écrites sur lesquelles ils demandèrent au surarbitre de statuer en tant que questions préalables. Une de ces requêtes était, dans sa partie essentielle, ainsi conçue :

« En vertu de la loi sur la direction du Contentieux de l'État du Royaume de Yougoslavie publiée dans le Journal officiel du 19 juillet 1934 et entrée en vigueur le 19 octobre 1934, et notamment en vertu de son article 24, d'après lequel tous les litiges avec l'État ne peuvent être jugés que par les tribunaux réguliers de l'État, nous présentons la demande suivante, qui nécessite une décision préliminaire :

Requête :

que le surarbitre se déclare incompetent pour le règlement du litige exposé dans la demande de la maison Losinger & C^{ie}, S. A., datée du 25 février 1935, et que la Partie demanderesse, maison Losinger & C^{ie}, S. A., soit invitée à adresser sa plainte aux tribunaux réguliers de l'État du Royaume de Yougoslavie. »

Le 11 octobre 1935, le surarbitre se prononça sur les requêtes préalables des représentants de l'État yougoslave ; quant au moyen tiré de l'article 24 de la loi yougoslave entrée en vigueur le 19 octobre 1934, le surarbitre se déclara incompetent pour statuer à ce sujet, laissant « aux Parties le soin de soumettre cette question aux autorités compétentes » ; et, sans se dessaisir, il « suspendit la procédure arbitrale jusqu'à droit connu ».

Dans la procédure devant la Cour, il a été déclaré, entre autres, au nom du Gouvernement yougoslave que la loi yougoslave du 19 juillet 1934 « ne contient aucune disposition disant qu'elle a l'effet rétroactif » ; mais il a été ajouté que, « sur ce point, son caractère doit être apprécié par les tribunaux yougoslaves ». A cet égard, l'agent a fait valoir devant la Cour que « le moyen juridique offert par l'article 323 du Code de procédure yougoslave permettait à la maison Losinger & C^{ie} d'avoir une décision des autorités compétentes yougoslaves sur la question de la validité de la clause compromissoire ». Par ailleurs, il résulte de l'acte introductif de l'exception du Gouvernement yougoslave que, « si les tribunaux réguliers yougoslaves avaient établi que le déclinatoire soulevé par l'État n'était pas fondé, le Gouvernement yougoslave abandonnerait ce moyen », c'est-à-dire le moyen qui a amené le surarbitre à suspendre la procédure arbitrale.

having in the meantime ceased to be President of the Swiss Federal Tribunal, his successor appointed him "as umpire in (your) capacity as a 'neutral person'" within the meaning of the arbitration clause. Proceedings were opened, but the "representatives of the Kingdom of Yugoslavia", before the beginning of the oral pleadings at the hearing on October 7th, 1935, filed three written pleas, on which they asked the umpire to adjudicate as preliminary questions. The essential part of one of these pleas ran as follows :

"Under the law concerning the conduct of State litigation in the Kingdom of Yugoslavia, published in the Official Gazette of July 19th, 1934, and in force from October 19th, 1934, and in particular under Article 24 of that law, according to which any dispute with the State may only be brought before the ordinary courts of the State, we submit the following plea, which calls for a preliminary decision :

Plea :

that the umpire should declare himself to have no jurisdiction to adjudicate upon the dispute set out in the claim of the firm of Losinger & Co., S. A., dated February 25th, 1935, and that the claimant Party, the firm of Losinger & Co., S. A., should be invited to submit its case to the ordinary courts of the Kingdom of Yugoslavia."

On October 11th, 1935, the umpire gave his decision upon the preliminary pleas of the representatives of the State of Yugoslavia ; with regard to the plea founded on Article 24 of the Yugoslav law which came into force on October 19th, 1934, the umpire said that he had no jurisdiction to adjudicate upon it and left "the Parties to submit this question to the competent authorities" ; without relinquishing the case, he "suspended the arbitration proceedings until the law had been ascertained".

In the proceedings before the Court, it was, *inter alia*, stated on behalf of the Yugoslav Government that the Yugoslav law of July 19th, 1934, "contains no provision stating that it operates retrospectively" ; but it was added that, "on this point, its character remains to be determined by the Yugoslav courts". In this connection the Agent stated in Court that "Article 323 of the Yugoslav Code of Procedure furnished Losinger & Co. with a means of obtaining a legal decision from the competent Yugoslav authorities upon the question of the validity of the arbitration clause". Furthermore, it is stated in the document submitting the Yugoslav Government's preliminary objection that "if the ordinary Yugoslav courts had ruled that the plea to the jurisdiction submitted by the State was not well-founded, the Yugoslav Government would have abandoned that argument", that is to say the argument which caused the umpire to suspend the arbitration proceedings.

EN CE QUI CONCERNE LA PRÉTENDUE INVALIDITÉ EN LA FORME
DE L'ACTE INTRODUCTIF DE L'EXCEPTION DU GOUVERNEMENT
YOUGOSLAVE :

Considérant que la demande formulée à ce titre par le Gouvernement suisse dans ses conclusions apparaît comme fondée sur les deux motifs suivants :

1) l'acte introductif n'a été présenté dans le délai fixé par la Cour qu'en un seul exemplaire ; le dépôt en cinquante exemplaires imprimés n'a pas été effectué avant l'expiration du délai ; ainsi, les dispositions de l'article 40, alinéas 1 et 4, du Règlement en vigueur n'auraient pas été observées par le Gouvernement yougoslave ;

2) l'exception du Gouvernement yougoslave n'a pas été présentée dans le délai imparti en premier lieu pour le dépôt du Contre-Mémoire, mais seulement dans le délai fixé après deux prolongations accordées par la Cour sur demande dudit Gouvernement ; celui-ci serait ainsi allé à l'encontre de l'esprit de l'article 38 du Règlement en vigueur avant le 11 mars 1936 et de l'article 62, alinéa 1, du Règlement actuel, lesquels, en définissant le délai pour la présentation d'une exception préliminaire, ne viseraient que le premier délai fixé par la Cour pour le dépôt du contre-mémoire et n'y feraient pas rentrer « les prorogations ultérieurement accordées par la Cour à une partie » ;

Considérant, en fait, que la Cour a accepté l'acte introductif de l'exception, lequel a été l'objet d'une ordonnance du Président suivie d'une procédure écrite et orale ; que la question soulevée par le Gouvernement suisse concerne moins les droits des parties que l'organisation des travaux de la Cour et son administration interne ; qu'en tout cas, la Cour aurait le pouvoir, conformément à l'article 37, alinéa 4, du Règlement, de décider dans certaines conditions « qu'un acte de procédure fait après l'expiration du délai fixé est considéré comme valable » ;

Considérant, en ce qui concerne en particulier le premier des motifs allégués par le Gouvernement suisse, que, tant selon la pratique constante de la Cour que d'après la genèse de l'article 40 du Règlement, cet article ne vise, en employant l'expression « pièce de la procédure écrite », que les mémoire, contre-mémoire, réplique et duplique (art. 43 du Statut ; art. 41 du Règlement), à l'exclusion des actes introductifs d'instance, requêtes ou compromis ; que cette interprétation résulte également du contexte (art. 39, al. 4, du Règlement) ainsi que de la place de l'article 40 dans le Règlement ; que, d'après la pratique de la Cour et les principes régissant la tenue du rôle général (art. 20 du Règlement), les actes introductifs d'except-

AS REGARDS THE ALLEGED INVALIDITY, FOR REASONS OF FORM, OF THE DOCUMENT SUBMITTING THE YUGOSLAV GOVERNMENT'S OBJECTION :

Whereas the claim formulated under this heading by the Swiss Government in its submissions appears to be based on the two following considerations :

(1) only one copy of the document submitting the objection was filed within the prescribed time-limit ; fifty printed copies were not filed till after the expiry of the time-limit ; hence, the Yugoslav Government failed to comply with the provisions of Article 40, paragraphs 1 and 4, of the Rules of Court now in force ;

(2) the Yugoslav Government's objection was not submitted within the time-limit originally prescribed for the filing of the Counter-Memorial, but only within the time-limit as fixed after two extensions had been granted by the Court at the request of the said Government ; the latter thus acted in conflict with the spirit of Article 38 of the Rules of Court in force prior to March 11th, 1936, and of Article 62, paragraph 1, of the Rules now in force ; when the period within which a preliminary objection must be filed was defined in those Articles, what was meant was only the time-limit originally fixed by the Court and the definition did not cover "extensions subsequently granted by the Court to a party" ;

Whereas, as a matter of fact, the document submitting the objection was accepted by the Court and formed the subject of an Order made by the President, followed by written and oral proceedings ; whereas the question raised by the Swiss Government is one that concerns the organization and internal administration of the Court, rather than the rights of the parties ; and whereas, in any case, the Court would have power under paragraph 4 of Article 37 of its Rules to decide, in certain circumstances, that "a proceeding taken after the expiration of a time-limit shall be considered as valid" ;

Whereas, in regard more especially to the first of the reasons advanced by the Swiss Government, both the consistent practice of the Court and the history of Article 40 of the Rules point to the conclusion that the words "document of the written proceedings" as used in this Article refer only to the Memorial, Counter-Memorial, Reply and Rejoinder (Art. 43 of the Statute ; Art. 41 of the Rules), and do not cover documents instituting proceedings, whether applications or special agreements ; whereas this interpretation is also deducible from the context (Art. 39, para. 4, of the Rules) and from the position of Article 40 in the Rules ; and whereas, in the Court's practice and in accordance with the principles laid down for keeping the General List (Art. 20

tions préliminaires sont, au présent point de vue, assimilés aux actes introductifs d'instance ;

Considérant, quant au second motif allégué par le Gouvernement suisse, qu'en principe un délai prolongé est à toutes fins le même délai que le délai primitivement fixé ;

Considérant qu'en conséquence il n'y a pas lieu de tenir pour non valable en la forme l'acte introductif de l'exception soulevée par le Gouvernement yougoslave ;

EN CE QUI CONCERNE L'EXCEPTION PRÉLIMINAIRE :

Considérant que l'exception du Gouvernement yougoslave telle qu'elle a été formulée en dernier lieu lors de la procédure orale tend à voir déclarer par la Cour, principalement, qu'elle est incompétente à statuer « sur la requête du Gouvernement suisse » et, subsidiairement, que cette requête est irrecevable ; qu'ainsi l'exception du Gouvernement yougoslave comprend, à côté d'une exception d'incompétence, à titre subsidiaire aussi une exception d'irrecevabilité ;

Considérant — eu égard notamment aux conclusions de l'acte introduisant l'exception, par lesquelles la Cour est priée de se déclarer incompétente « de juger le litige soumis par le Conseil fédéral suisse » — que le véritable objet de l'exception est d'empêcher la Cour de statuer sur les conclusions du Mémoire du Gouvernement suisse quant au fond ; que, par conséquent, la compétence de la Cour et la recevabilité de la requête dépendent du sens et de la portée de ces conclusions ;

Considérant que celles-ci, tout en ayant par ailleurs pu donner lieu à des interprétations divergentes, soulèvent certaines questions qui présentent une connexité étroite avec celles que pose l'exception d'incompétence opposée par le Gouvernement yougoslave ;

Considérant qu'à ce point de vue, celle-ci peut apparaître comme un moyen de défense au fond ou tout au moins comme basée sur des arguments de nature à pouvoir être invoqués à ce titre ;

Considérant, dès lors, qu'en statuant dès maintenant sur l'exception d'incompétence, la Cour risquerait, soit de trancher des questions appartenant au fond de l'affaire, soit d'en préjuger la solution ;

Considérant qu'il n'appartient pas à la Cour d'empiéter d'une façon quelconque sur le fond d'une affaire à elle soumise par requête en vertu de l'article 36, alinéa 2, du Statut avant que

of the Rules), documents submitting preliminary objections are, for the present purpose, assimilated to documents instituting proceedings ;

Whereas, in regard to the second reason adduced by the Swiss Government, a time-limit which has been extended is, in principle, for all purposes the same time-limit as the time-limit originally fixed ;

Whereas, in consequence, there is no ground for considering the document submitting the Yugoslav Government's objection to be invalid for reasons of form ;

AS REGARDS THE PRELIMINARY OBJECTION :

Whereas the Yugoslav Government's preliminary objection, as finally formulated during the oral proceedings, seeks to obtain a declaration from the Court, primarily, that it has no jurisdiction to decide "upon the Swiss Government's application", and alternatively, that the said application cannot be entertained, and whereas therefore the Yugoslav Government's objection includes, besides a plea to the Court's jurisdiction, an alternative objection to the admissibility of the application ;

Whereas—having regard, in particular, to the submissions in the document lodging the objection, whereby the Court is prayed to declare that it has no jurisdiction "to adjudicate upon the dispute submitted to it by the Swiss Federal Council"—the real purpose of the objection is to prevent the Court from adjudicating on the submissions in the Swiss Government's Memorial on the merits ; and whereas, in consequence, the competence of the Court and its power to entertain the application depend upon the meaning and purport attaching to those submissions ;

Whereas the aforesaid submissions, though they may have been the subject of divergent interpretations, raise questions which are intimately connected with those raised by the Yugoslav Government's plea to the jurisdiction ;

Whereas the latter plea may be regarded, from this point of view, as a part of the defence on the merits, or at any rate as being founded on arguments which might be employed for the purposes of that defence ;

Whereas, in those circumstances, the Court might be in danger, were it to adjudicate now upon the plea to the jurisdiction, of passing upon questions which appertain to the merits of the case, or of prejudging their solution ;

Whereas the Court cannot enter in any way on the merits of a case that has been submitted to it by Application under Article 36, paragraph 2, of the Statute, before the

les Parties aient eu l'occasion d'user du droit que leur réservent le Statut et le Règlement de déposer chacune deux pièces écrites, ainsi que de présenter des exposés oraux sur le fond ; que, dans la présente affaire, la Cour a reçu seulement un Mémoire traitant du fond ;

Considérant que, dans ces conditions, il y a lieu de joindre au fond l'exception visant la compétence, la Cour devant statuer à cet égard et, s'il y a lieu, sur le fond, par un seul et même arrêt ;

Considérant, d'une part, que l'exception visant la recevabilité de la requête est présentée comme subsidiaire à l'exception contestant la compétence de la Cour, d'autre part, que, dans la procédure tant écrite qu'orale, les faits et arguments invoqués pour ou contre les deux exceptions sont dans une large mesure interdépendants et qu'ils se confondent même à certains égards ;

Considérant, dès lors, que l'exception dite d'irrecevabilité doit suivre le même sort que l'exception dite d'incompétence, c'est-à-dire être jointe au fond, la Cour devant statuer à son sujet dans l'arrêt visé ci-dessus, à supposer que, dans cet arrêt, elle se déclare compétente ;

EN CE QUI CONCERNE LA SUITE DE LA PROCÉDURE :

Considérant qu'aux termes de l'article 62, alinéa 5, du Règlement actuellement en vigueur, il appartient à la Cour, lorsqu'elle joint l'exception au fond, de fixer de nouveau les délais pour la suite de l'instance ;

Considérant que, dans la présente affaire, une seule des pièces de la procédure écrite a été déposée ; qu'il incombe ainsi à la Cour de fixer les délais pour la présentation des Contre-Mémoire, Réplique et Duplique sur le fond ;

Considérant que les délais primitivement fixés pour les Mémoire et Contre-Mémoire étaient de cinq semaines chacun, environ, les délais pour les Réplique et Duplique étant chacun d'environ deux semaines, que le Mémoire du Gouvernement suisse fut en fait présenté dans le délai ainsi prévu ;

Considérant, par ailleurs, qu'il convient de fixer en ce moment les délais dont il s'agit sans préjudice des modifications qu'il pourrait apparaître comme désirable d'y apporter au cas où les intéressés ou l'un d'entre eux décideraient d'avoir recours au moyen mentionné, comme on l'a vu, par l'agent du Gouvernement yougoslave et de nature à pouvoir aboutir à des résultats utiles au point de vue de la solution des diverses questions dont la Cour se trouve saisie, ou au cas où les Parties entreraient en pourparlers pour un arrangement amiable ;

Parties have had an opportunity of exercising the right conferred upon them by the Statute and the Rules of Court of each submitting two written pleadings, and of making oral statements on the merits of the dispute ; and whereas, in the present case, the Court has only received one Memorial dealing with the merits ;

Whereas, in view of these considerations, the objection to the jurisdiction should be joined to the merits, so that the Court will give its decision upon it, and if need be, on the merits, in one and the same judgment ;

Whereas, firstly, the objection relating to the admissibility of the suit is submitted as an alternative to the plea to the Court's jurisdiction, and secondly, both in the written and oral proceedings, the facts and arguments adduced for or against the two objections are largely interconnected and even, in some respects, indistinguishable ;

Whereas, in consequence, the objection to the admissibility of the Application must be treated in the same way as the objection to the jurisdiction, that is to say, it must be joined to the merits, so that the Court will have to adjudicate upon it in the judgment referred to above, should the Court in that judgment assume jurisdiction ;

AS REGARDS THE FURTHER PROCEEDINGS :

Whereas, under Article 62, paragraph 5, of the Rules now in force, it is incumbent upon the Court, when it joins an objection to the merits, once more to fix time-limits for the further proceedings ;

Whereas in the present case one document only of the written proceedings has been filed, and the Court has, therefore, to fix time-limits for the filing of the Counter-Memorial, the Reply and the Rejoinder on the merits ;

Whereas the time-limits originally fixed for the Memorial and the Counter-Memorial were about five weeks each, and those for the Reply and the Rejoinder about two weeks each ; and whereas the Swiss Government's Memorial was in fact submitted within the time-limit prescribed as above ;

Whereas the time-limits in question should now be fixed without prejudice to any modifications which it might seem desirable to make, in case those concerned, or one of them, should decide to resort to the means of redress mentioned by the Agent of the Yugoslav Government, as stated above, and which might produce results conducive to the solution of the different questions submitted to the Court, or in case the Parties should enter into negotiations for an amicable settlement ;

LA COUR

- 1) joint l'exception soulevée par le Gouvernement yougoslave au fond de l'instance introduite par la requête de la Confédération suisse enregistrée au Greffe le 23 novembre 1935 pour être statué par un seul et même arrêt sur ladite exception et, éventuellement, sur le fond;
- 2) fixe comme suit les délais pour le dépôt des pièces ultérieures sur le fond :
 - a) pour le Contre-Mémoire du Gouvernement yougoslave : le 3 août 1936 ;
 - b) pour la Réplique du Gouvernement suisse : le 21 août 1936 ;
 - c) pour la Duplique du Gouvernement yougoslave : le 11 septembre 1936.

Fait au Palais de la Paix, à La Haye, le vingt-sept juin mil neuf cent trente-six, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement suisse et au Gouvernement yougoslave.

Le Président de la Cour :

(Signé) CECIL J. B. HURST.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

M. ALTAMIRA et le jonkheer VAN EYSINGA, juges, déclarant ne pouvoir se rallier à la présente ordonnance, y joignent la constatation de leur dissentiment.

(Paraphé) C. J. B. H.

(Paraphé) Å. H.

THE COURT

- (1) joins the objection of the Yugoslav Government to the merits in the proceedings instituted by the Application of the Swiss Confederation filed with the Registry on November 23rd, 1935, in order that it may adjudicate in one and the same judgment upon this objection and, if need be, on the merits;
- (2) fixes as follows the time-limits for the filing of the subsequent documents on the merits :
- (a) for the Counter-Memorial of the Yugoslav Government : August 3rd, 1936 ;
 - (b) for the Reply of the Swiss Government : August 21st, 1936 ;
 - (c) for the Rejoinder of the Yugoslav Government : September 11th, 1936.

Done at the Peace Palace, The Hague, this twenty-seventh day of June, one thousand nine hundred and thirty-six, in three copies, of which one will be filed in the Archives of the Court and the others will be transmitted respectively to the Swiss and Yugoslav Governments.

(Signed) CECIL J. B. HURST,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

M. ALTAMIRA and Jonkheer VAN EYSINGA, Judges, declare that they are unable to agree with the present Order and attach thereto the statement of their dissent.

(Initialled) C. J. B. H.

(Initialled) Å. H.